

# Le trublion



**Bulletin des militants de la section NPA du Haillan**

## Taxe carbone :

# Elle n'est bonne ni pour le climat, ni pour les plus pauvres !

La taxe carbone est une arnaque de plus, un nouveau coût à payer par la population qui ne permettra pas d'amorcer une véritable réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pourtant urgente face au réchauffement climatique.

Elle est présentée comme une mesure de bon sens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique : intégrer dans le prix des produits, le coût lié à la quantité de carbone nécessaire à leur production. Plus un produit aura nécessité de pétrole ou de charbon pour sa production et son transport, plus il sera taxé, donc moins il devrait être consommé.

Mais, en réalité, il s'agit de faire payer aux consommateurs - donc à la population... - les conséquences du gaspillage des ressources naturelles.

Ce sont bien les patrons qui organisent la production, qui multiplient les transports routiers pour mettre les salariés en concurrence et augmenter les profits. Et c'est le gouvernement qui détruit le fret pour le transport des marchandises par le rail...

Alors que le gouvernement multiplie les cadeaux aux entreprises - suppression de la taxe professionnelle, exonération des heures supplémentaires, etc... -, la taxe carbone est une nouvelle façon de faire payer aux salariés la facture de son irresponsabilité, tout en préservant les profits des plus gros pollueurs.

En effet, le choix d'exonérer l'électricité (produite par l'industrie nucléaire réputée à tort ne pas produire de gaz à effet de serre), l'exonération de certaines entreprises

disposant de quotas gratuits sur le marché des droits à polluer européen, ainsi que le prix volontairement bas de la tonne de CO<sub>2</sub> permettront aux entreprises de conserver leurs modes de production polluante.

Sarkozy détourne l'urgence climatique pour compenser les ressources fiscales manquantes à cause des cadeaux faits aux plus riches et aux patrons avec le paquet fiscal et la suppression de la taxe professionnelle.

Le système capitaliste fondé sur le "produire toujours plus pour profiter toujours plus" ne peut pas résoudre cette crise climatique.

## Changer le monde, pas le climat !

Le NPA défend un plan d'urgence social et écologique :

- La réquisition des grandes entreprises de l'énergie (comme Total, Suez, Edf, Gdf) pour créer un service public de l'énergie et mettre en œuvre un plan d'économie énergétique, le développement des énergies renouvelables et la sortie du nucléaire.
- La tarification progressive sur l'eau et l'énergie : les gros consommateurs, gaspilleurs et pollueurs payant plus pour financer la gratuité pour les besoins vitaux de l'immense majorité.
- Des transports collectifs pour les déplacements quotidiens, gratuits, confortables et accessibles.
- Un service public du logement pour des logements en nombre, confortables et correctement isolés donc économes en énergie...

Numéro 21  
Septembre  
2009

# Çà bouge à Saint Médard

Tout a commencé par une pétition recueillant 275 signatures parmi le personnel municipal de Saint Médard en Jalles. Cette pétition a été remise au Maire le 18 juin durant la séance du conseil municipal.

Aucune réaction à cet "appel du 18 juin" du personnel qui demandait :

- L'ouverture d'une concertation sur le devenir des vacataires et de tous les emplois précaires menacés de licenciement (suppression d'emplois).
- Une négociation sur le régime indemnitaire particulièrement injuste et défavorable aux bas salaires.
- Une information et une consultation du personnel sur les restructurations en cours.
- Mise en place de commissions spécifiques aux services particuliers que sont l'EHPAD (Etablissement hébergeant des personnes âgées dépendantes), les services Culture et Scolaire.

Deux mois plus tard (ils sont patients les saint médardais) et sans réponse de l'administration, les syndicats ont appelé à la grève le vendredi 4 septembre à 11 heures.

Sans autre réponse que de vagues promesses, les municipaux ont "durci le ton" et prolongé le mouvement.

Après quelques tergiversations, après avoir essayé de briser le mouvement par l'intermédiaire du "syndicat maison" (nous n'avons pas écrit "syndicat Lamaison") sans résultat sinon que de renforcer la colère et la détermination des salariés, les représentants du Maire ont bien du s'asseoir à la table

des négociations. Le 10 septembre, les salariés appréciaient l'ouverture des négociations et pouvaient titrer, à l'issue de la première réunion, leur bulletin d'information « Une avancée concrète ».

De réelles avancées, toutefois incomplètes, étaient enregistrées, promesse était faite de poursuivre la concertation le 22 septembre puis de se revoir également en 2010 pour les questions d'indemnités.

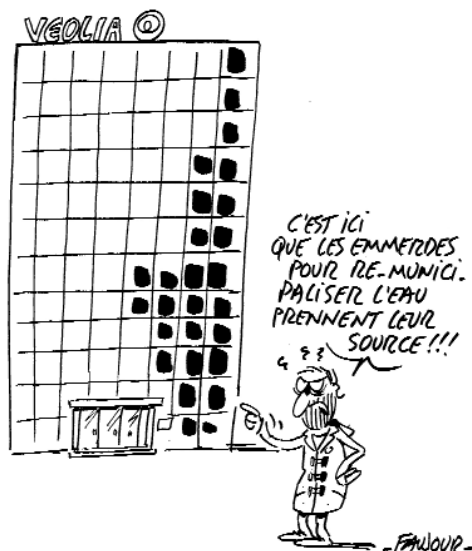
Des salariés unis et déterminés, un conflit qui force à la négociation, un résultat perçu comme positif...

Voilà une rentrée sociale qui s'annonce sous les meilleures perspectives si on sait, tous ensemble, nous inspirer de cet exemple ■



## La facture déborde...

Si nous avons quelques doutes quant au choix entre "service public" et "société privée", la lecture d'un courrier de lecteur dans *Que Choisir* n° 473 de septembre 2009 aurait fini de nous convaincre. Il nous suffit de recopier :



« J'ai agrandi ma maison en rajoutant une extension et la mairie de Bègles m'a demandé de faire un raccord au réseau d'eau pluviale. Une opération nécessaire pour obtenir le certificat d'achèvement des travaux. Les services municipaux m'ont dit de contacter la Lyonnaise des eaux, qui distribue l'eau sur ma commune. Son devis atteignait 3 459 € ! J'ai, par conséquent, recherché une solution moins onéreuse et me suis adressé aux services techniques de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), dont Bègles fait partie. J'ai eu raison. Pour la même opération, leur devis était de 271,42 €. Inutile de vous préciser lequel des deux prestataires a emporté le morceau ! »

## Sans commentaire !

# Comité national contre la privatisation de la Poste

# Votation citoyenne

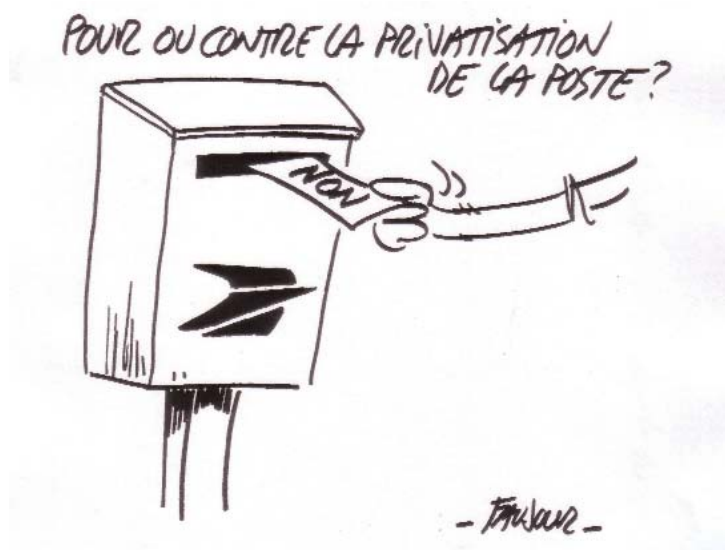
## le samedi 3 octobre 2009

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Actuellement, la Poste est un établissement public, détenu entièrement par l'État. La crise économique et financière la touche de plein fouet et entraîne notamment une forte diminution des volumes du courrier et du colis ainsi qu'une baisse de l'activité financière accentuée par la banalisation du livret A.

- **C'est pourtant le moment choisi par le Président de la République, le gouvernement et la direction de la Poste pour transformer La Poste en société anonyme.**

Or, chaque fois que l'État a effectué ce type d'opération, il a fait entrer des capitaux privés dans le capital, (France Telecom, EDF, GDF...), avec des conséquences immédiates : réduction de la qualité de service, augmentations tarifaires et priorité à la satisfaction des actionnaires. C'est pourquoi la transformation en société anonyme constitue la première étape d'une privatisation programmée de La Poste.



Pour préparer cette privatisation, les derniers gouvernements et la direction de la Poste ont limité les investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité du service postal, orientés vers la satisfaction des usagers. Ils se sont livrés à une recherche effrénée de réduction des coûts de personnel et

## Comment ça va se passer au Haillan ?

Et bien tout simplement, toutes les personnes de plus de 18 ans (quelle que soit leur nationalité) désirant participer au vote pourront le faire de 9 à 12 heures au Forum salle du CLAD le samedi 3 octobre 2009.

La question posée est la suivante :

« *Le gouvernement veut changer le statut de La Poste pour la privatiser, êtes vous d'accord avec ce projet ?* »

de limitation des services pour les secteurs les moins rentables, ceux précisément qui relèvent de l'intérêt général.

- **Depuis 2002, plus de 6000 bureaux de poste ont été "transformés" et plus de 50 000 emplois supprimés.**

Les citoyens en sont les premières victimes par la fermeture de milliers de bureaux de poste, l'espacement des tournées, l'allongement des files d'attentes et des délais de livraison du courrier, des mandats et des recommandés.

- **La Directive postale Européenne, n'impose pas la privatisation de La Poste. L'ouverture du marché postal est pourtant un des alibis de la du gouvernement pour la transformation en Société Anonyme.**

Une privatisation de la Poste entraînerait une détérioration encore plus considérable du service aux usagers car c'est la rentabilité immédiate et les impératifs financiers qui prendraient les pas sur l'intérêt général.

- **Ne jouons pas l'avenir d u service postal au grand casino de la spéculation boursière. Le résultat est connu d'avance ! Ce serait un désastre.**

L'avenir du service public postal ne concerne pas seulement les postiers mais toute la population. C'est la raison pour laquelle à l'initiative des organisations syndicales CGT, SUD PTT, FO, CFTC, un Comité national regroupant 55 organisations a été créé en septembre 2008 avec de nombreuses associations et partis politiques. Il s'est adressé au président de la République pour lui demander d'organiser un référendum sur l'avenir de La Poste comme il en a la possibilité.

- **Malgré plusieurs pétitions rassemblant des centaines de milliers de signatures d'élus et d'usagers dans tous les villages, villes et départements de France, le Président Sarkozy a refusé de consulter la population.**

C'est pourquoi, face à la menace de privatisation de la Poste, nous vous demandons, le samedi 3 octobre 2009, lors de la votation citoyenne organisée près de chez vous, d'exprimer votre refus en votant massivement **NON** au projet gouvernemental ■

# *C'est la fête au NPA 33 ...*

Comme chaque année, à la période des vendanges, le NPA de Gironde organise sa fête.

Un rassemblement militant propice aux échanges, aux débats, à la convivialité.

Nous vous invitons :

**Samedi 3 octobre**

**à partir de 14 heures**

**Salle Bellegrave à PESSAC**

Forums - Débats - Expositions - Librairie - Musique

**à 18 heures, meeting avec**

**Olivier BESANCENOT**

Mais aussi, et en association avec Espaces Marx, nous vous proposons

**Jeudi 1<sup>er</sup> octobre à 20 h 30**

au cinéma Utopia de Bordeaux, la projection en avant première du film

**“La domination masculine”**

**de Patric Jean**

Projection suivie d'un débat avec l'auteur, le Collectif bordelais pour le Droit des Femmes,  
le NPA 33 et Espaces Marx